

Projet de classement au titre des sites
(articles L.341-1 et suivants du Code de l'environnement)

Notice de présentation

Objet de l'enquête publique et procédure réglementaire

- **Objet de l'enquête publique**

L'enquête publique concerne le **classement au titre des sites de la pointe de la Crèche et de ses perspectives maritimes vers les Deux Caps et les côtes anglaises**, sur les communes d'Ambleteuse, de Boulogne-sur-Mer, Wimereux et Wimille, ainsi que le domaine public maritime de l'État.

Cette enquête publique intervient après une première enquête publique qui s'est tenue du 23 novembre 2020 au 18 décembre 2020, afin de rectifier deux erreurs matérielles pouvant affecter la légalité du dossier ou modifier le périmètre concerté avec les collectivités :

- la première est relative à l'absence de tenue de l'enquête publique en 2020 sur la commune d'Ambleteuse, concernée par le domaine public maritime. Une note en délibéré du Conseil d'État du 25 juillet 2023 dans un autre projet de classement (n°407269-NORM TREL213455OD) est venue confirmer par la suite la nécessité d'associer les communes à l'enquête-publique, quand bien même elles ne seraient concernées que par le domaine public maritime ou des propriétés des personnes publiques ;
- la seconde concerne la jonction d'une version erronée du plan cadastral, avec une erreur dans la délimitation figurée sur Boulogne-sur-Mer au droit du quartier du Chemin-Vert.

La DREAL a pu considérer :

- s'agissant d'Ambleteuse, que le retrait de la partie maritime (DPM) du périmètre sur ces considérations juridiques aurait porté une atteinte trop grande au projet de classement, d'abord en ne permettant plus de préserver la vue sur les caps et pointes (reprise au titre) qui associent le futur site classé au site classé en 1987 des Deux-Caps en terminaison sud du Grand Site de France éponyme ; ensuite, ce retrait questionnerait alors la pertinence de maintenir au projet la partie maritime face à la commune de Wimereux ;
- s'agissant de Boulogne-sur-Mer, que la conservation du périmètre alors figuré au plan cadastral, remettait en cause l'issue de la concertation préalable avec la commune, en ne venant plus épouser les limites des zones définies au document d'urbanisme révisé pour l'aménagement d'un second terrain de sport (depuis réalisé).

Elle est régie par les dispositions du Code de l'environnement :

- la loi du 2 mai 1930, transposée dans les dispositions législatives (L.341-1 et suivants) et réglementaires (R.341-1 et suivants) du Code de l'environnement ; en particulier les dispositions de l'article L.341-3 qui soumet depuis la loi 2010-788 du 12 juillet 2010, portant Engagement National pour l'Environnement, les projets de classement à enquête publique préalable dans les conditions fixées au chapitre III du titre II du livre Ier ;

- les dispositions législatives et réglementaires portées au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement qui fixent les conditions de la participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement ; en particulier les dispositions fixées au 3° du I de l'article L.123-2 qui précisent que les projets de classement font l'objet d'une enquête publique préalablement à leur création.
- **Maître de l'ouvrage**

Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

Direction générale de l'aménagement, de l'urbanisme et des paysages

Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages

Sous-direction de l'urbanisme réglementaire et des paysages

UP1 - Bureau des sites et espaces protégés

92 055 La Défense Cedex

- **Responsable du projet**

<p>M. le directeur régional Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Service eau et nature - Pôle sites et paysages Inspection régionale des sites 56 rue Jules Barni - 80040 AMIENS CEDEX 1 dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr</p>	<p><u>Chef de projet :</u> Stéphane LOOSVELDT Inspecteur Pi, en charge du Pas-de-Calais 44, rue de Tournai - CS 40 259 59 019 Lille cedex Tel : 03.20.40.54.92 Tél. 03 20 13 48 48 - Fax. 03 20 13 48 78 psp.sen.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr</p> <p><u>Appui :</u> Stéphanie MEERPOEL Inspectrice, en charge du Nord 44, rue de Tournai - CS 40 259 59 019 Lille cedex Tel : 03.20.40.43.23. Tél. 03 20 13 48 48 - Fax. 03 20 13 48 78 psp.sen.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr</p>
---	--

- **Responsable de la procédure administrative**

M. le préfet du Pas-de-Calais

Préfecture du Pas-de-Calais

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement

Rue Ferdinand Buisson

62020 ARRAS Cedex 9

pref-dage-bpup@pas-de-calais.gouv.fr

- **Procédure réglementaire**

La protection de la pointe de la Crèche et de ses perspectives maritimes vers les Deux Caps et les côtes anglaises pour son caractère pittoresque et historique, revêt un intérêt général. Il s'inscrit dans la politique publique des paysages qui met en œuvre la convention européenne des paysages adoptée à Florence le 20 octobre 2000 et ratifiée par la France en 2006. Cette convention a pour objet de promouvoir la protection, la gestion et l'aménagement des paysages européens. Le paysage est une des composantes de l'environnement dans toutes ses acceptations, y compris historiques.

La volonté de préserver les sites et les monuments naturels les plus exceptionnels a été traduite dans la loi du 21 avril 1906, mais c'est la loi du 2 mai 1930 qui donnera à la politique des sites la forme qu'on lui connaît toujours. Elle est désormais codifiée aux articles L.341-1 à 22 du Code de l'environnement pour sa partie législative. Cette législation s'intéresse aux monuments naturels et aux sites « *dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général* ». L'objectif est de conserver les caractéristiques du site, l'esprit des lieux, et de les préserver de toutes atteintes graves.

Dans sa circulaire du 18 février 2019¹ (NOR : TREL1834675J, non publiée au journal officiel) le ministre de la Transition Écologique et Solidaire a confirmé le site de « *La pointe de la Crèche et son promontoire entre Boulogne-sur-Mer et Wimereux* » dans la liste des sites majeurs restant classer dans le département du Pas-de-Calais. Cette décision appuie une volonté exprimée par le territoire dès 2006 dans le cadre de l'opération Grand Site qui a préfiguré le projet ayant permis l'obtention du label Grand Site de France en 2011 (Mesure 1 : finaliser le site en complétant l'inscription et le classement », label renouvelé le 4 mai 2018 (engagement n°4 de l'axe 1 « Préserver, Gérer et valoriser les paysages emblématiques »). Le souhait d'un classement de ce site a été réitéré avec la demande de renouvellement du label Grand Site en 2017 et en 2024.

L'étude préalable lancée par la DREAL en 2010 et achevée en 2014 a confirmé l'opportunité d'un classement :

- sur le **critère pittoresque**, justifié par l'émotion paysagère provoquée par le lieu, avec côté mer les falaises anglaises nettement visibles et, côté terre, une perspective sur le « bocage » du Boulonnais ;
- sur le **critère historique**, avec un site qui traduit un usage militaire stratégique répété dont les témoignages demeurent (fort ; pointe fortifiée ; blockhaus ;...). Mais surtout la mémoire de la grandiose cérémonie de la remise de la légion d'honneur à l'armée en 1804 par l'empereur Napoléon 1^{er} dans le vallon de Terlincthun (commémoré par la colonne de la Grande Armée, la pierre de la légion d'honneur et un vallon en cirque encore lisible aujourd'hui).

Le macro-périmètre retenu s'appuyait alors sur une perspective à 360° depuis le promontoire du fort de la Crèche, pour reprendre l'unité de la pointe et de son socle, incluant les falaises monumentales, une partie du bocage Boulonnais, le vallon de Terlincthun et la crête du Calvaire des Marins.

L'Inspection générale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable d'octobre 2015 (Rapport 010358-01 du 18 décembre 2015) est venue confirmer l'opportunité de ce classement et les critères pittoresques et historiques proposés. Néanmoins :

1 <https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/44417>

- elle a interrogé la limite Est proposée en butée de l'autoroute A16 en précisant que « *Pour définir un tel site, dont les paysages reculent sous la force des éléments naturels, il faut s'imaginer face au large, et reculer jusqu'à ce que le regard embrasse tout l'horizon, sans que les reliefs côtiers ne s'imposent en premiers plans et sans perdre la mer de vue. Les crêtes parallèles au trait de côte qui bordent le site à l'est offrent justement ces points de vue et s'imposent comme limite terrestre du site.* ». De fait, la limite Est du macro-périmètre intégrait une partie, et une partie seulement, du bocage Boulonnais, même si elle présentait l'avantage d'intégrer l'espace naturel remarquable au titre de la loi Littoral, tel que délimité par le SCoT du Boulonnais ;
- a interrogé l'intérêt de l'inclusion au périmètre de la crête du Calvaire des Marins qui prolonge la falaise originelle en milieu urbain sur la commune de Boulogne-sur-Mer, mais qui est aujourd'hui enclavée dans l'urbanisation et séparée du site et de la mer par des immeubles ;
- a proposé d'exclure le parc du château de Lozembrune, considérant qu'il n'entraîne pas dans la logique qui guide ce classement qu'il affaiblirait, étant par ailleurs protégé au titre des monuments historiques.
- a proposé d'inclure une bande maritime suffisamment large pour permettre la maîtrise des vues et contenir les cônes de vision sur la côte malgré la présence du parc naturel marin, dont l'objectif est différent. Il proposait aussi de raccorder le futur site classé au site classé Les Deux Caps par la mer, rappelant que le site de la pointe de la Crèche appartient aux mêmes ensembles paysagers de la baie Saint-Jean et de la côte d'Opale.

La concertation conduite dans la suite en 2016 avec les collectivités locales au niveau parcellaire a conduit à recentrer le projet sur la partie maritime du bocage pour retenir la ligne de crête immédiatement à l'Est de la voie de chemin de fer, qui offre une limite commode appuyée sur la branche ouest de la route de la Poterie qui traverse le hameau du même nom, et la route de Chemin Vert qui traverse la RD96E vers la colonne de la Grande Armée.

La colonne de la Grande armée n'a pas été reprise pour ne pas en affaiblir la protection déjà en place au plus haut niveau avec le Code du patrimoine (Monument historique, Centre des monuments nationaux) au périmètre qu'elle jouxte et qui préserve la covisibilité entre la colonne et la pierre de la Légion d'Honneur d'une part, et entre la colonne et le cimetière militaire de Terlincthun, d'autre part, souhaitée par son architecte britannique Herbert Baker en 1918.

Le comité de pilotage réunis en Sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer le 22 novembre 2019 a permis de confirmer l'argumentaire et le périmètre parcellaire, ainsi que les orientations de gestion proposées qui prennent en compte les réflexions déjà conduites par ailleurs (schéma de cohérence Paysagère et schémas d'accueil sur le Grand Site de France de Foléa-Gautier de 2015 ; définition en cours d'un schéma d'accueil balnéaire pour la Communauté d'Agglomération du Boulonnais).

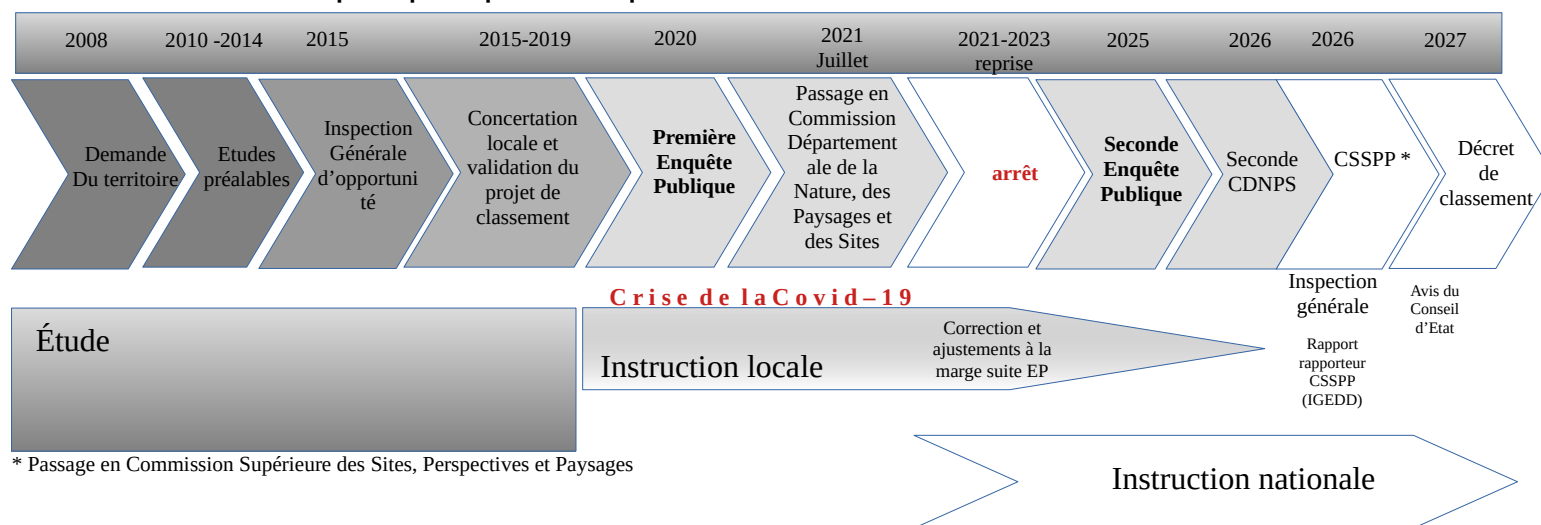
L'étape immédiatement à venir consiste à partager plus largement ce projet dans le cadre de l'enquête publique pour permettre de recueillir plus largement les observations des habitants et usagers du futur site classé, qui ont déjà pu s'exprimer largement à l'occasion de la première enquête-publique en 2020.

Outre les documents et pièces visés à l'article R.123-8 du Code de l'environnement, le dossier de proposition de classement présenté à l'enquête comprend :

- un rapport de présentation comportant une analyse paysagère, historique et géomorphologique du site, les objectifs du classement et, éventuellement, des orientations de gestion ;
- un plan de délimitation du site à classer ;
- les plans cadastraux correspondants.

Le projet n'emporte pas la nécessité de modifier l'état ou l'usage du site justifiant un préjudice direct, matériel et certain ouvrant droit à indemnisation. Le dossier ne comprend donc pas de prescriptions telles que prévues par l'alinéa 3 de l'article L.341-6.

Insertion de l'enquête publique dans la procédure de classement :



Résumé des principales raisons pour lesquelles le projet a été retenu du point de vue de l'environnement

• Caractéristiques du projet

Le site de la pointe de la Crèche marque la rencontre entre les frontières des communes de Boulogne-sur-Mer, Wimereux et Wimille, la commune d'Ambleteuse n'étant longée que par sa façade maritime. Il est situé à l'extrémité sud du Grand Site de France Les Deux Caps, sur un **espace de respiration paysager** entre les agglomérations de Wimereux et de Boulogne-sur-Mer, figuré au schéma de cohérence territoriale du Boulonnais approuvé en 2013, et au plan local d'urbanisme intercommunal approuvé en 2017. Son classement **vient finaliser la protection des espaces les plus remarquables de ce Grand Site de France** et constitue même un objectif partagé depuis sa première labellisation en 2011, renouvelée en 2018 (engagement n°4 de l'axe 1 « Préserver, Gérer et valoriser les paysages emblématiques »), mais aussi sous-entendu pour la candidature au second renouvellement en 2024 bien que le plan d'action présenté ne reprenne pas le sujet, en particulier dans son axe 1.

La pointe et le fort qui la surplombe ouvrent un **panorama exceptionnel sur toute la baie Saint-Jean** au nord, jusqu'à la pointe du Riden, raccrochant par la mer ce site avec celui des Deux Caps classé en 1987. Il est situé au centre de la boutonnière du boulonnais qui trouve sa continuité de l'autre côté de la Manche dans le Weald. Cette **fraternité géologique** avec le site de la Crèche et la côte d'Opale trouve sa symbolique dans l'apparition et la disparition des blanches falaises, depuis les promontoires, qui se substituent par temps clair à l'horizon marin sur le secteur le plus étroit de la Manche. Ce phénomène unique et ce panorama grandiose sont partagés avec le site classé Les Deux Caps.

A l'échelle du temps géologique, l'**anticlinal monumental** (inventaire géologique régional) que l'on peut admirer sur la falaise sud depuis l'estran témoigne des forces exceptionnelles qui ont conduit à la création d'un paysage époustouflant de « bocage » suspendu sur la mer, générant à la fois des panoramas grandioses et des paysages plus intimes avec une urbanisation discrète jouant du relief de vallons verdoyants. Les falaises offrent également un habitat refuge pour les colonies d'oiseaux². A l'échelle humaine, ce site est un lieu de passage, de conquête et d'invasion marqué par une présence militaire, des Romains à la seconde guerre mondiale, qui a su exploiter ses composantes géo-morphologiques. En particulier, le vallon de Terlincthun, en forme d'amphithéâtre, a accueilli la **cérémonie de remise de la légion d'honneur par Napoléon 1^{er} le 16 août 1804**. Aujourd'hui, la colonne de la Grande Armée et la Pierre de la Légion d'Honneur situés de part et d'autre du vallon se font face et marquent ce lieu chargé d'histoire.

- **Motivations du classement**

La qualité du site et donc sa délimitation croisent deux éléments forts.

Tout d'abord le classement vient **reconnaître l'intérêt général de préserver la valeur pittoresque** (L.341-1 du code de l'environnement) **d'un de « bocage » et d'un patchwork agricole vallonnés véritablement suspendus sur la mer** qui confrontent des panoramas maritimes grandioses sur toute la baie Saint-Jean et les côtes anglaises, et des détails plus intimes au creux des vallons, jouant sur les effets de proche et de lointain, de disparition et d'apparition. Le site se place dans la **continuité paysagère du site classé Les Deux Caps**. Il vient aussi offrir une terminaison sud qualitative au Grand Site de France. En effet, le cap d'Alprecht, situé plus au sud, appartient au même ensemble mais se trouve déconnecté physiquement par l'imposante agglomération de Boulogne côté terre, et par le port de Boulogne-sur-Mer côté maritime. Un temps proposé au classement, il présentait toutefois trop d'altérations. Ses qualités paysagères ont récemment évoluées avec l'action du Conservatoire du littoral, ce qui en fait un site désormais digne d'intérêt pour une éventuelle étude ultérieure.

Ensuite, ce site a connu une présence militaire continue au regard de sa position stratégique et de sa configuration très particulière. C'est encore cette configuration, en particulier celle en forme d'amphithéâtre ouvert sur la mer du vallon de Terlincthun, qui explique l'organisation à cet endroit de la cérémonie la plus spectaculaire de remise de la Légion d'Honneur par Napoléon 1^{er} en 1804. L'étalement de l'urbanisation a fortement modifié les contours de cet amphithéâtre naturel, mais le vallon reste lisible et maintient la symbolique de cet amphithéâtre naturel. Il offre aussi sur sa limite un belvédère circulaire sur la mer, la baie de Saint-Jean et les côtes anglaises qui lie définitivement au reste du site. **Les lieux revêtent donc un intérêt historique majeur qu'il convient de protéger** (L.341-1 du code de l'environnement).

2 Les falaises de la Crèche avec celles du Blanc-Nez sont les seules à accueillir les colonies nicheuses du Fulmar Boréal. Elles sont l'objet d'un arrêté de protection de biotope pris en 2021 dont la consultation du public s'était tenue parallèlement à la première enquête publique de classement, générant quelques confusions entre ces deux sujets.

- **Objectif du classement et orientations de gestion**

La conservation et la préservation du site de la pointe de la Crèche, et de ses perspectives maritimes vers les Deux Caps et les côtes anglaises présente, **au point de vue pittoresque et historique un intérêt général**, exprimé dans l'objet et la motivation ci-dessus.

Le cahier d'orientations de gestion permet de rappeler de manière plus synthétique l'état des lieux du rapport de présentation, d'esquisser les enjeux et de proposer des orientations de gestion et d'aménagement pour parvenir à **transmettre aux générations futures ce site en bon état de conservation au regard de la valeur paysagère déterminée et justifiant le classement**. Il s'agit d'un document indicatif ou incitatif, et non pas prescriptif, qui renvoie à la définition de projets partagés par la gouvernance installée dans le cadre de la gestion du label Grand Site de France.

Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale (L.341-10 du code de l'environnement). Les **grandes orientations** sont au nombre de quatre :

- **préserver la mémoire** d'un haut lieu de l'histoire française et valoriser le patrimoine militaire ;
- **valoriser la pointe**, ses falaises et le Fort, cœur du site classé ;
- **valoriser le site** et lui donner de la profondeur pour maîtriser les pressions et la fréquentation, en particulier sur la pointe et les hauts de falaises ;
- **offrir un accueil de qualité** adapté au site, incitant à la découverte du site dans toute sa diversité

Ces orientations **confortent clairement l'activité agricole**, mais encadrent les aménagements et constructions utiles à son exercice, pour **maintenir un paysage ouvert et un vallon lisible**. Elle ne remet pas en cause les activités agricoles, bien au contraire, ni les activités sur l'estran dès lors qu'elles ne conduisent pas à des aménagements en durs ou irréversibles. Elles mettent l'accent en particulier sur :

- la préservation de la pointe, de ses falaises, ainsi que de l'anticlinal monumental ;
- la maîtrise paysagère des franges urbaines, l'intégration du hameau de Terlincthun, non intégré au périmètre, l'insertion des équipements présents (campings) et la résorption de l'extension non maîtrisée de l'aire d'accueil de Terlincthun à Boulogne-sur-Mer et son intégration ;
- le maintien d'un vallon ouvert et lisible, ainsi que son ouverture sur la mer, avec la mise en valeur du rapport de co-visibilité entre la colonne de la Grande Armée et la stèle de la Légion d'Honneur d'une part, et, d'autre part, entre la colonne et le Terlincthun British Cemetery (l'Empereur donne l'impression de veiller sur les soldats du Commonwealth, enterrés là depuis la Grande Guerre) ;
- l'amélioration paysagère des abords de la RD940 et du Boulevard de Sainte-Beuve ;
- la valorisation du patrimoine militaire et vernaculaire ;